



St Etienne

St Etienne, le 12 avril 2019

C'est avec colère et indignation que nous avons découvert très tôt ce matin l'opération d'expulsion des familles qui ont, depuis le 1^{er} avril trouvé refuge à la Bourse du travail de St Etienne.

Depuis cette date, l'ensemble des organisations syndicales CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, Solidaires et CFTC tente par tous les moyens de rencontrer les pouvoirs publics. A plusieurs reprises, nous avons interpellé le préfet de la Loire, le préfet de région, le conseil départemental afin que des solutions de relogement dignes puissent être trouvées pour ces personnes en demande d'asile.

Aucune rencontre, aucune réponse si ce n'est une garantie de relogement pour 77 personnes à conditions que celles-ci quittent les lieux ce matin à 9h.

Les organisations ainsi que les collectifs qui, depuis 11 jours s'occupent humainement et matériellement de ces personnes avaient prévu d'être présents dès 8h pour veiller à ce que tout se déroule dans les meilleures conditions possibles et s'assurer du relogement effectif des familles.

La préfecture n'a pas respecté son engagement et il a été procédé à l'évacuation par les forces de l'ordre à 6h ce matin.

Une intervention que nous jugeons inacceptable, très traumatisante et humiliante pour ces hommes, ces femmes, ces enfants qui d'après la loi auraient déjà dû être pris en charge par les pouvoirs publics.

Les organisations syndicales exigent des pouvoirs publics qu'un logement pérenne et digne de ce nom soit attribué à l'ensemble des personnes mises à la rue dans le respect du droit au logement.

Elles exigent que les propos du président de la République, lors de la présentation du « plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme (2018-2022) » indiquant son souhait ne plus voir de personnes à la rue ne soient pas de vains mots, mais qu'ils soient suivis d'effet au travers d'actes concrets.